
Diagnostic des causes et conséquences de la précarité énergétique en Belgique, Espagne, France, Italie et Royaume-Uni

**EPEE project
WP2 - Deliverable 5**

Mentions légales

Le contenu de cette publication n'engage que la responsabilité de son auteur et ne représente pas nécessairement l'opinion de la Communauté européenne. La Commission européenne n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations qui y figurent.

Sommaire

	Page
Synthèse des études sur les causes et les conséquences de la précarité énergétique dans les 5 pays étudiés	4
Présentation	4
I : La précarité énergétique : Des causes à la fois multiples et similaires au regard des pays étudiés	5
A : 1^{ère} cause : De faibles ressources pour de lourdes charges	5
B : 2^e cause : Les logements	7
C : 3^e cause : L'énergie	8
II : Des conséquences	10
A : La santé physique	10
B : La santé psychique	10
C: Des logements qui se dégradent	11
D : Un surendettement	11
E : Émissions de gaz à effet de serre	11
Conclusion	11

Synthèse des études sur les causes et les conséquences de la précarité énergétique dans les 5 pays étudiés

Présentation

L'étude de la précarité n'est pas nouvelle. De nombreux chercheurs, sociologues, psychologues et d'autres encore se sont penchés sur la question.

La précarité est une notion fortement subjective et relative, puisqu'elle est définie par rapport à ce que l'on peut considérer comme une "*situation acceptable*". Ainsi, selon la situation, plein emploi ou non, selon le code du travail en vigueur, mais aussi selon le type de société, de modèle social ou de culture, la notion de précarité sera différente (« nos précaires » ne le seraient pas dans les pays en voie de développement). Nous connaissons plutôt bien la notion de précarité des conditions de vie ou de précarité relationnelle mais la notion - qui nous intéresse pour cette étude - de précarité énergétique a bien du mal à émerger...

En elle-même, la précarité peut se définir comme une très forte incertitude quant aux chances de pouvoir récupérer ou conserver une situation acceptable dans un avenir proche.

Nous avons défini la précarité énergétique comme la difficulté, voire l'incapacité à pouvoir chauffer correctement son logement, et ceci à un coût acceptable.

Cette forme de précarité n'est pas encore bien définie dans la plupart des pays étudiés (seul le Royaume-Uni a pris en compte ce problème en le définissant). Pour comprendre les enjeux et les origines de ce phénomène, il est essentiel de mettre l'accent sur les causes et les conséquences de la Précarité Énergétique.

Nous présentons ici une synthèse globale des différentes études réalisées par les partenaires du projet EPEE dans leur pays respectifs. Il s'agit ici d'amorcer une compréhension globale de ce phénomène mais aussi de mettre en évidence le caractère international de la précarité énergétique.

I : La précarité énergétique : Des causes à la fois multiples et similaires au regard des pays étudiés

L'étude des cinq pays partenaires : Belgique, Espagne, France, Italie, Royaume-Uni, a permis de rendre compte de nombreuses similitudes dans les facteurs favorisant la précarité énergétique. Ces ressemblances ne sont sans doute pas le fruit du hasard et il ne serait pas surprenant qu'en élargissant le champ des pays étudiés, nous retrouvions les mêmes causes produisant les mêmes effets. Néanmoins, on ne peut considérer les cinq pays partenaires comme représentatifs de l'UE : pas de pays scandinave, ni de pays de l'Est de l'Europe. Il serait donc utile de poursuivre dans ces pays le travail entamé ici, afin de compléter et de moduler les résultats que nous présentons maintenant.

A : 1^{ère} cause : De faibles ressources pour de lourdes charges

Selon notre étude, l'insuffisance de ressources financières est le facteur qui exprime la plus forte probabilité pour un individu de vivre en situation de précarité énergétique.

Percevoir des revenus peu élevés contraint à vivre sobrement et avec retenue, à survivre en fait. Mais il existe des besoins essentiels, et l'énergie en fait partie ; sans remettre en cause la nécessité de l'économiser pour lutter contre le réchauffement climatique, il faut cependant réaffirmer son caractère indispensable pour tous, pauvres et moins pauvres, dans notre vie quotidienne.

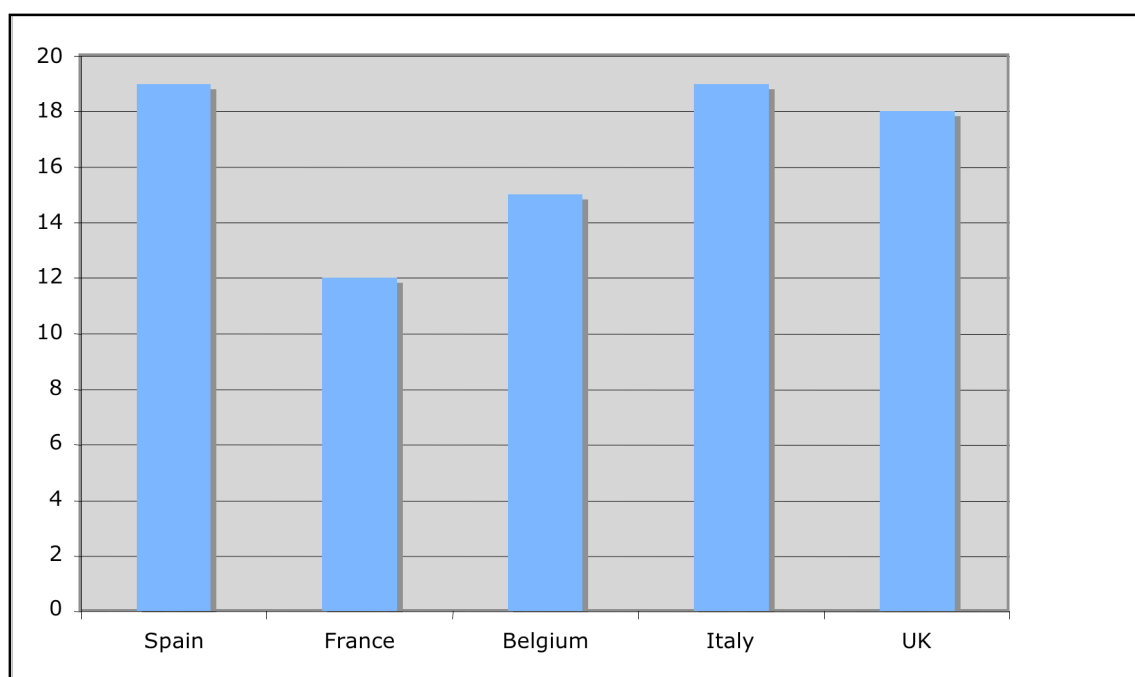
Dans la majorité des cas étudiés, les personnes en précarité énergétique sont celles qui perçoivent les minima sociaux, travaillent à temps partiel, et/ou sont endettées. L'enracinement du chômage, la précarisation croissante de l'emploi (CDD, temps partiels...), conduisent un grand nombre d'individus sous le seuil de pauvreté, dont on trouvera ci-dessous les données par pays.

Les pays étudiés ne calculent pas le seuil de pauvreté de la même façon. Pour information, nous indiquons ci-dessous les montants retenus dans chaque pays. En revanche, le tableau suivant, élaboré à partir de données d'Eurostat, retient comme valeur du seuil 60 % du revenu médian pour tous les pays.

Seuil de pauvreté :

- **Belgique** : 9864 €/ An -Personne (calculé à 60% de la médiane)
- **Espagne** : 6278 € / An – Personne (calculé à 50% de la médiane)
- **Italie** : 6743 € / An – Personne (calculé à 50% de la médiane)
- **U.K** : 7200 €/ An - Personne (revenus disponibles, calculé à 60% de la médiane)
- **France** : 7740 € / An - Personne (calculé à 50% de la médiane)¹

¹ Site Internet 'Observatoire des inégalités'

% des personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté (60% du revenu médian)

Source Eurostat sept 2005

De plus, la hausse des niveaux de vie et notamment l'augmentation du prix des loyers (en France : 6,2% par an en moyenne sur 20 ans², en Italie : 100% de 1999 à aujourd'hui et en Belgique : 10,6% en moyenne de 1996 à 2001) ont également entraîné des conséquences sur le confort de vie des personnes qui perçoivent des bas revenus. Elles sont souvent contraintes, par manque de moyen, de louer des logements à « basses prestations ». Le mode d'appropriation du logement n'est alors pas le même lorsqu'il a été choisi par souhait ou lorsqu'il a été choisi par défaut.

Leurs revenus ne leur permettant pas de vivre dans des logements « décents », elles se retrouvent, pour la plupart des cas dans des habitations qui renferment de nombreux problèmes et dysfonctionnements.

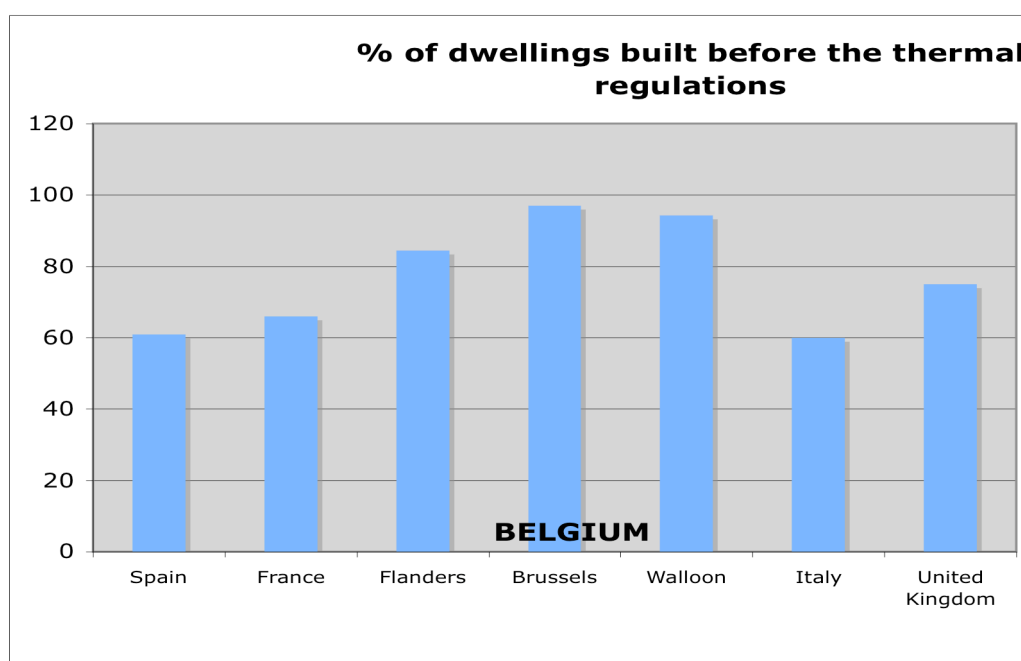
² INSEE

B : 2e cause : Les logements

Les réglementations thermiques ont été mises en place à différentes périodes dans les cinq pays étudiés :

- Espagne : 1980
- France : 1974
- Italie : 1973
- UK : 1965 mais c'est à partir de 1974 qu'elle fut réellement effective.
- Belgique :
 - Flandre : 1992
 - Région Bruxelloise : 1999
 - Wallonie : 1984

Le tableau ci-dessous met en évidence le stock de logements construits avant les réglementations thermiques, donc supposés fortement consommateurs d'énergie.



Les logements à basse prestation occupées par les personnes aux ressources peu élevées ont souvent des caractéristiques telles que :

- Des systèmes de chauffage inadaptés
- Une isolation déficiente (Fenêtres, combles, parois...)
- De l'humidité

Il semble difficile de vivre dans des logements qui présentent une, deux voire trois des caractéristiques citées ci-dessus. En effet, un logement très peu isolé avec un système de chauffage inadapté tel qu'un vieux chauffage électrique ne peut en aucun cas devenir un logement confortable. La chaleur émise par le chauffage est immédiatement perdue.

Dans ces cas-là, les personnes en précarité énergétique font deux choix de vies bien distincts :

- Elles tentent tout de même de chauffer leur logement - en recourant parfois à des chauffages d'appoint tels que les poêles à pétrole - et prennent le risque de ne pas pouvoir payer leur facture et d'être endettées
- Elles décident, par souci d'économie financière, de ne pas ou peu chauffer leur logement quitte à vivre dans un logement froid.

C : 3^e cause : L'énergie

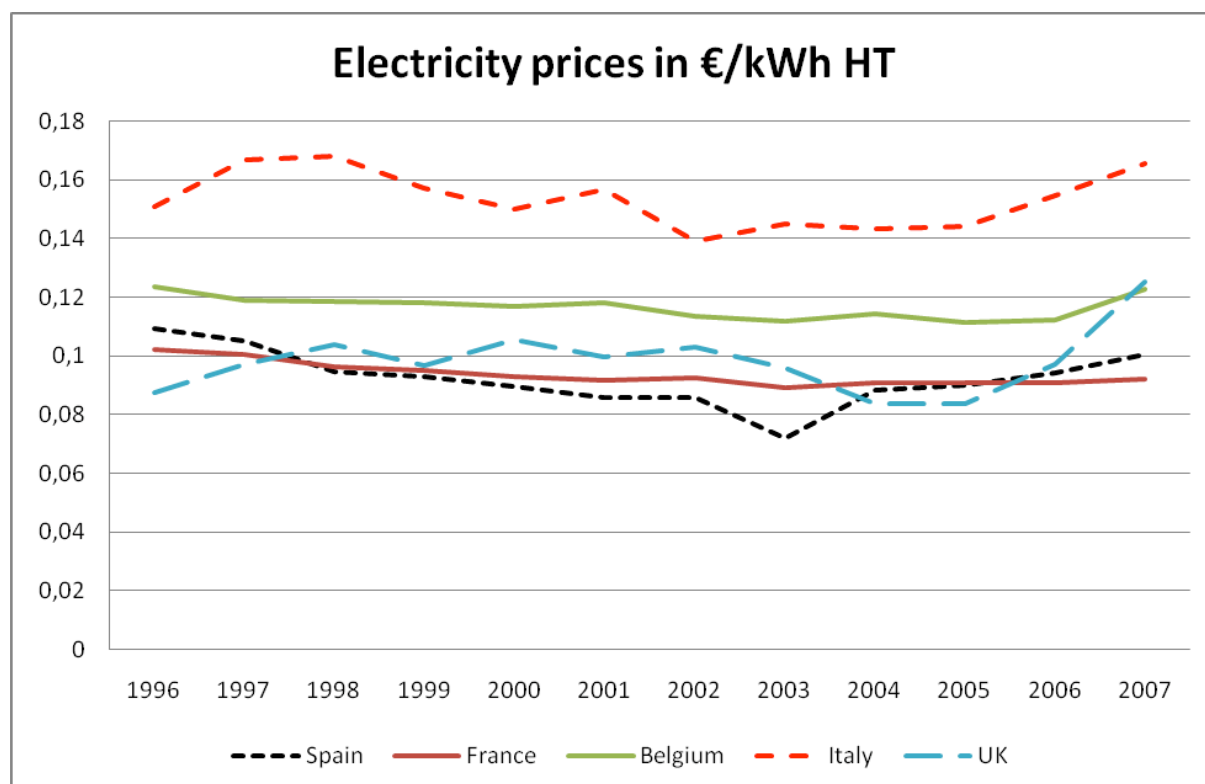
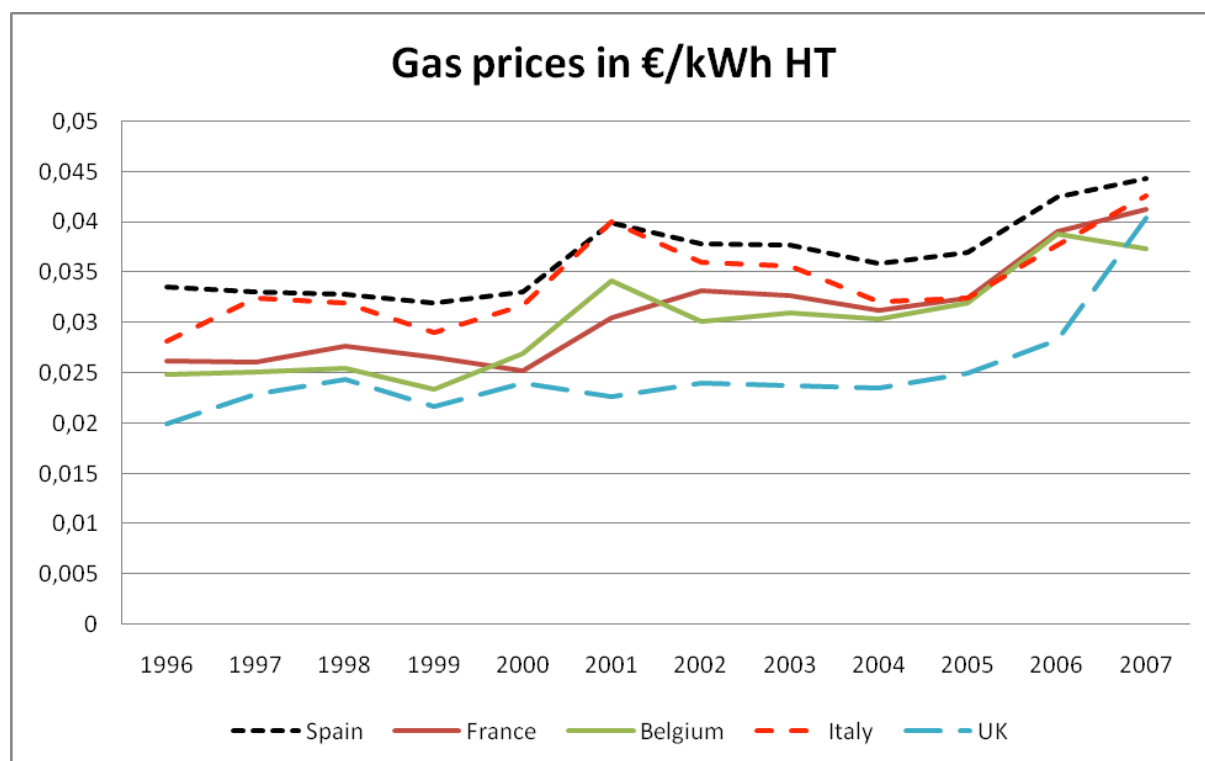
Le contre-choc pétrolier a entraîné un recul des politiques de maîtrise de l'énergie, qui étaient pourtant les meilleures armes pour lutter à la fois contre le réchauffement climatique (mais qui s'en souciait alors ?) et contre la pauvreté énergétique. En France, une impulsion forte en direction des usages thermiques de l'électricité a conduit à généraliser le recours au chauffage électrique, dont le prix au kWh est longtemps resté le plus élevé.

Depuis une dizaine d'année, et dans chaque pays étudié, le prix du gaz a considérablement augmenté ; les prix de l'électricité sont plus stables mais augmentent également ces deux dernières années.

Les mécanismes d'aide à la facture diffèrent énormément selon les pays : quasi-inexistants en Espagne ou en Italie, très encadrés en France (il s'agit d'une obligation des conseils généraux depuis la dernière loi de décentralisation).

Au Royaume-Uni, la mise en place de systèmes de pré-paiement implique évidemment une autre forme d'aide, puisqu'il n'y a plus de facture impayée ; ce sont donc des aides à la personne qui sont octroyées sur des critères d'âge ou d'état de santé.

Les tableaux ci-dessous permettent de comparer les prix du gaz et de l'électricité dans les pays partenaires. Ils mettent en évidence de fortes différences de prix entre les pays partenaires pour l'électricité, et une tendance à l'harmonisation pour le gaz.



La précarité énergétique relève souvent d'un cumul de handicaps et d'un cercle vicieux. La précarité financière entraîne les ménages pauvres à vivre dans des logements de mauvaise qualité, difficiles à chauffer et la hausse attendue ou déjà constatée du prix des énergies rendra de plus en plus difficile le paiement des factures pour cette catégorie de personne.

II : Des conséquences

A : La santé physique

Les études des pays ont établi un lien entre la précarité énergétique et des problèmes de santé physique, affectant en premier lieu les personnes fragiles comme les enfants ou les personnes âgées. Ce phénomène peut entraîner des décès. Par exemple, en UK, le gouvernement prend en compte les décès dus à la surmortalité hivernale causée par les conditions de logement et comptabilise en moyenne de 25 000 à 40 000 décès. Dans les autres pays, nous n'avons pas de chiffres probablement parce que les recherches statistiques sur ce sujet n'existent pas encore.

Le froid constant et l'humidité du logement, faute d'une bonne isolation et de moyens efficaces de chauffage, peuvent créer des problèmes d'ordre respiratoire tels que bronchites ou asthmes etc. Pour s'adapter à leur environnement, les personnes en précarité énergétique utilisent parfois des moyens de substitutions comme le poêle à pétrole, pour se réchauffer, mais ces systèmes alternatifs ne font pas pour autant diminuer le taux d'humidité.

Pourtant, ce substitut engendre de l'humidité et se révèle très mauvais pour la santé puisqu'il peut non seulement engendrer à son tour des problèmes d'asthme de bronchite et/ou d'allergies, mais il peut également entraîner des risques d'incendie et/ou une intoxication au CO. Malgré ces dangers, il est perçu comme un moyen sûr pour des personnes en précarité énergétique de disposer de chaleur immédiate, constante et gérable facilement.

De plus, les logements à 'basses prestations' disposent parfois d'une installation électrique défectueuse. Ceci peut également entraîner un fort risque d'incendie si les branchements électriques sont trop nombreux.

B : La santé psychique

Dans chacun des pays, les personnes en situation de précarité énergétique vivent péniblement. En effet, de telle condition de vie peut sans aucun doute avoir des répercussions sur la santé psychique. Le logement est un reflet de soi-même, il met en évidence notre façon de vivre, de penser et notre vision du monde. Cela peut devenir un frein à la fois à la vie sociale et à la vie personnelle.

Les personnes en précarité énergétique n'ont pas choisi de vivre dans de telle condition, elles sont tributaires de l'état de leur logement et ce dernier peut avoir une grande influence sur la construction de la personne.

C: Des logements qui se dégradent

L'humidité dans les logements peut entraîner très rapidement une dégradation du bâti. Il y a en effet une altération des propriétés mécaniques des murs, des portes, des fenêtres. Plus un logement se dégrade, plus il est difficile de le chauffer puisque l'humidité se développe plus rapidement.

Les locataires en précarité énergétique font souvent état de la vétusté de leur logement à leur propriétaire, qui reproche à son tour au locataire de ne pas chauffer suffisamment son logement et de contribuer ainsi à sa dégradation. Cela peut créer une tension dans la relation locataire-propriétaire. Or, dans la mesure où les propriétaires sont les seuls qui peuvent décider de faire des travaux dans leur bien (excepté dans les situations d'insalubrité avérée), ces mauvaises relations rendent plus difficiles encore la négociation pour une réhabilitation du logement.

D : Un surendettement

Les personnes en précarité énergétique qui vivent dans un logement dégradé et mal isolé rencontrent souvent des difficultés pour payer leur facture d'énergie. Elles accumulent fréquemment des dettes, ce qui entraîne une nette diminution du reste à vivre.

La possibilité de prise en charge de ces dettes sera précisée dans le WP3, dont l'objet est de mettre en évidence les différents mécanismes et infrastructures intervenant dans le champ de la précarité énergétique.

E : Émissions de gaz à effet de serre

La mauvaise performance énergétique des logements et leur dégradation engendrent une hausse de la consommation d'énergie pour y maintenir un confort thermique. Souvent, même une surconsommation d'énergie ne permet pas d'atteindre une température adéquate dans son logement, sans compter les émissions de gaz à effet de serre liées.

Améliorer la performance énergétique de son logement permet l'accès à un confort thermique, pour une charge énergétique moindre et une diminution des émissions de gaz à effet de serre.

Conclusion

L'analyse des causes et des conséquences de la pauvreté énergétique qui nous permet de voir les différences et les similitudes entre les cinq pays étudiés. Il nous permet de vérifier les difficultés de la population vivant dans cette situation, et de réfléchir à leurs besoins et à une stratégie appropriée pour éradiquer ce phénomène.

Nous avons engagé des échanges avec Véronique Ezratty d'EDF- GDF et David Ormandy de l'Université of Warwick qui travaillent sur les conséquences sanitaires de la précarité énergétique.

Cette phase du projet EPEE a révélé l'absence de données et d'autres études pertinentes (sauf au Royaume-Uni) sur ce thème.

Nous voyons qu'il existe des différences dans les causes et les conséquences non seulement entre pays mais à l'intérieur des régions de chaque pays. (Par exemple, Nord / Sud de l'Italie; les quatre pays du Royaume-Uni, la Flandre, la Wallonie et de Bruxelles en Belgique). Il serait intéressant d'étudier de plus près ces disparités dans les différents pays.